

# Evaluation externe de l'Instrument européen de voisinage (IEV)

## Résumé

L'objectif principal de l'évaluation est de fournir une réponse complète à la question de savoir si l'Instrument européen de voisinage (IEV) avance dans la réalisation de son objectif principal de progresser vers un espace de prospérité partagée et de bon voisinage couvrant l'Union ainsi que ses pays voisins et donc d'analyser si l'IEV est adapté à ses objectifs poursuivis.

### Conclusions

- La cohérence globale de l'aide de l'IEV est bonne. Les programmes financés par l'IEV sont bien alignés entre eux et s'inscrivent bien dans le cadre stratégique général.
- L'accent mis sur la différenciation en tant que principe clé est réaliste et pragmatique.
- A travers le dialogue politique et de politique, les programmes de l'IEV sont bien alignés sur les priorités nationales.
- L'efficacité du mécanisme incitatif en faveur d'une relation privilégiée basée sur des valeurs partagées de démocratie et des droits de l'homme est limitée.
- La capacité de réponse de l'IEV s'est améliorée en termes de flexibilité, mais n'est pas proportionnelle aux défis auxquels il faut faire face, en particulier pour la prévention des crises : les programmes disposent de fonds de montants comparables à ceux qu'engage le Fond européen pour le développement (FED) dans des pays où les intérêts vitaux de l'UE sont moins présents et pressants. Dans un futur proche, les besoins financiers de l'IEV vont très probablement dépasser largement les ressources disponibles dans le Cadre financier pluriannuel (CFP) actuel au vu de notamment la perspective de la reconstruction des actuelles zones de conflit et de la réponse aux causes structurelles du radicalisme et du terrorisme.
- Malgré des lacunes en matière de Programmation Conjointe et de division du travail, la coordination avec les Etats-Membres de l'UE s'est améliorée.

### Recommandations

- L'UE devrait envisager de développer davantage l'information de référence sur l'aide de l'IEV afin de renforcer la cohérence et de promouvoir un dialogue politique/de politique plus équilibré avec les pays partenaires. L'atteinte des objectifs de l'UE et la pleine exploitation du potentiel de l'IEV gagneraient à être mieux compris par les partenaires, et par là-même contribuerait à en renforcer l'appropriation.
- La quête de complémentarité entre l'IEV et les Instruments financiers externes (IFE) thématiques pertinentes, l'Assistance macro-financière (AMF) et la DG ECHO pourrait être élargie pour s'assurer que les actions se renforcent mutuellement, couvrent toutes les priorités de l'UE et reflètent les horizons de planification à moyen et long terme.
- L'IEV devrait continuer à se focaliser sur la différenciation sur la base du contexte et des besoins spécifiques des partenaires mais en se différenciant plus nettement des projets de développement dans les pays moins proches de nous que le voisinage. Une option à privilégier est de développer une approche stratégique de l'aide basée sur une théorie du changement mise à jour prenant pleinement en compte et liant stabilisation, prévention des conflits et développement à long terme. Cette démarche pourrait être associée à une amélioration de la capacité d'anticipation sur la base de scénarios stratégiques, de préférence en lien avec les États-membres.
- En renforçant la capacité de ses partenaires (à la fois gouvernements et société civile) à contribuer aux dialogues de politique, l'IEV pourrait améliorer sa capacité à identifier les priorités nationales et surtout les besoins de la population.
- L'approche incitative pourrait être développée pour refléter un ensemble d'incitations financières qui iraient au-delà des programmes faïtières (« umbrella programmes ») et des fourchettes, reposant sur des critères d'allocation révisés (qui privilégieraient les acquis en matière de la prévention des conflits et de la stabilisation). Les incitations financières prévues par le règlement de l'IEV gagneraient à être plus fortement et plus directement liées aux incitations non-financières pour mieux contribuer à une dynamique de réforme plus profonde et plus durable.
- L'autorité législative pourrait envisager d'augmenter l'allocation de fonds disponibles pour l'IEV pour éviter la marginalisation de la prévention des crises et des conflits sans compromettre les actions liées à l'éradication des causes structurelles de l'instabilité et des tensions.
- L'UE pourrait concevoir des stratégies de prévention de crises ciblées sur le voisinage comme une dimension spécifique de l'IEV et développer davantage les synergies opérationnelles (coordination plus étroite, mise en commun des ressources et des procédures) avec l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix.
- Le déploiement des diagnostics et de la Programmation Conjointe dans les pays partenaires devrait se poursuivre au cours de la période 2017-2020.